

COMMENTAIRE No. 12 du GROUPE des POLITIQUES

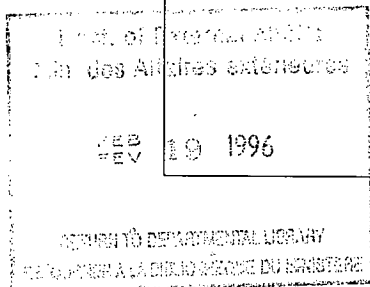
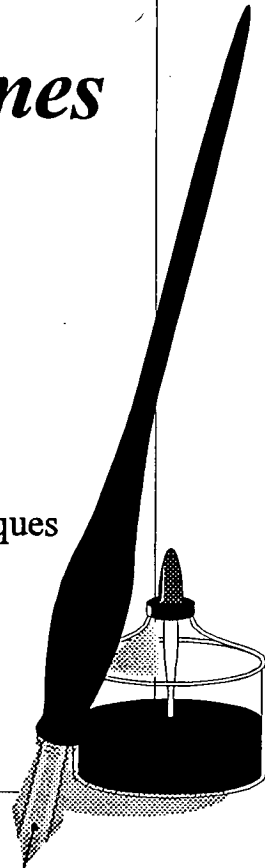


Possibilités de nouvelles réformes en Inde

I. Prakash Sharma
Économiste principal

Politique économique
et commerciale (CPE) Groupes des politiques

(Décembre 1995)



Les commentaires du Groupe des politiques prennent la forme de brefs documents portant sur des questions intéressant les personnes et milieux qui suivent la politique étrangère. Les opinions exprimées ne traduisent pas forcément celles du Canada.

Les lecteurs sont priés de faire parvenir à auteurs leurs observations ou demandes d'informations.

43-275-255

Possibilités de nouvelles réformes en Inde

1. Introduction¹

Cette étude examine la question suivante :

- L'effort de réforme économique en Inde est-il appelé à se poursuivre ou à s'essouffler?

Depuis l'indépendance de l'Inde, en 1947, la philosophie socialiste de Nehru et de Gandhi a imposé une politique de fermeture économique renforcée par des entraves au commerce et à l'investissement. Le gouvernement a largement réglementé les échanges commerciaux intérieurs et extérieurs et rigoureusement contrôlé le secteur privé. Des inefficiences économiques endémiques ont maintenu la croissance annuelle du PIB réel à environ 4 % entre 1955 et 1990. Cette croissance relativement lente, conjuguée aux politiques d'autarcie privilégiant le remplacement des importations, a contribué à élargir l'écart entre l'épargne intérieure et les besoins d'investissements.

Dans les années 1980, les décideurs ont compris que l'Inde avait besoin d'investissements étrangers pour compléter l'épargne intérieure. Pendant cette période, l'Inde a aussi fait un effort déterminé pour attirer l'investissement des Indiens non résidents (INR). Cette diaspora internationale étant largement composée de professionnels, l'Inde a essentiellement attiré des investissements de portefeuille à court terme plutôt que des investissements étrangers directs (IED) à plus long terme.

Mais l'Inde n'a pas utilisé ces nouveaux investissements pour axer son économie sur l'exportation. Ses entreprises d'État et son énorme bureaucratie ont grugé une part substantielle des recettes fiscales, et le déficit budgétaire a grimpé à 8,3 % du PIB en 1990. Le pays se voyant incapable de réduire ses paiements extérieurs au titre du service de la dette, sa cote de crédit a été rajustée à la

¹L'auteur veut remercier, sans les impliquer, George Anderson, directeur du Groupe des politiques, Leonard J. Edwards, sous-ministre adjoint (Secteur de l'Asie et du Pacifique), Ehsan Choudhri, professeur d'économique à l'Université Carleton, William Ehrlich, Steven Lavergne et David Weiner pour leurs observations, ainsi que Suzanne Desjardins pour son assistance à la recherche.

baisse. En 1991, la diaspora indienne à l'étranger a conséquemment commencé à retirer ses actifs de l'Inde. La crise de balance des paiements qui en a résulté en 1991 a forcé l'Inde à demander l'aide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

En juillet 1991, soit peu après que le parti du Congrès eût remporté les élections nationales, le gouvernement de M. Rao a lancé un train de réformes économiques. Les décisionnaires indiens étaient alors confrontés à plusieurs problèmes. Par exemple :

- La faible performance économique de l'Inde par rapport à d'autres pays de l'Asie de l'Est, et plus particulièrement la Chine.²
- La dissolution du système soviétique et les sombres perspectives offertes au groupe des pays non alignés.
- Le rejet de plus en plus net de la philosophie de l'économie dirigée, un concept en fait étranger à l'ethos indien traditionnel privilégiant une société commerciale ouverte. La soie, le coton et les épices des Indes étaient fort prisés, même par l'Empire romain, et l'Inde a entretenu des contacts commerciaux privés avec l'Asie de l'Est et le Moyen-Orient pendant plus de deux mille ans.
- La prise de conscience du fait que l'investissement direct des non-Indiens est essentiel pour attirer un investissement stable générateur de technologie occidentale. L'investissement des INR, qui avait l'avantage de ne pas trop inquiéter les nationalistes indiens ni les intégristes hindous, n'a été ni considérable ni stable. On a donc compris que l'Inde devrait moduler son approche nationaliste de l'investissement étranger direct. Ayant perdu quarante ans pour expérimenter un mode de gestion économique axée sur des plans quinquennaux, les entreprises indiennes avaient besoin de se redonner des compétences en gestion de tout premier ordre, des

²Sur ce dernier point, voir Jagdish Bhagwati, *India in Transition: Freeing the Economy*, Oxford University Press, 1993.

compétences qui pourraient être acquises par le biais de coentreprises avec des firmes occidentales.

- Étant donné le rythme de la mondialisation et la popularité internationale du concept de l'économie de marché, le gouvernement fédéral indien a compris qu'il se devait d'engager des réformes pour ne pas prendre du retard sur des puissances régionales comme la Chine et sur le bloc des autres pays de l'Est asiatique.

2. Les réformes engagées entre 1991 et 1995

La réglementation socialiste et le régime des « licences Raj » d'import-export se sont avérés d'une application fort pénible dans un contexte démocratique. Mais on a graduellement vu émerger des groupes de pression se portant par exemple à la défense des intérêts acquis des gens d'affaires, des politiciens et des bureaucrates. Des groupes habitués à profiter des rentes générées par une économie axée sur les concepts d'autarcie et de remplacement des importations.

Le processus de déréglementation et de réforme vise à restructurer l'économie indienne et à la fonder sur les concepts de la propriété privée et du marché concurrentiel. Aucune autre démocratie de la taille de l'Inde n'a tenté de réformes aussi vastes. Les réformes entreprises en Inde pourraient avoir des répercussions aussi énormes qu'en Chine, même si l'Inde est pour l'heure moins engagée dans le processus. Le Parti communiste chinois a tout simplement pris la décision d'engager le processus de réforme en 1979. L'instauration du processus démocratique dans un pays en développement comme l'Inde sera longue et pénible.

Démantèlement du régime de licences. En 1991, le gouvernement du Congrès a engagé le processus en abolissant les exigences de licences, sauf pour 15 industries (jusqu'en 1993). En 1994, les licences industrielles exigées pour les médicaments en vrac ont été abolies.

Monnaie. La roupie a été dévaluée de 18 % en 1991 et a été rendue partiellement convertible l'année suivante. En 1993, elle flottait par rapport au compte courant. La roupie a été à nouveau dépréciée en 1995. Jusqu'à maintenant, le gouvernement indien a refusé d'en soutenir la valeur.

Investissement étranger direct. Les réformes touchant l'IED ont été engagées en 1991 par le relèvement du niveau autorisé de participation étrangère au capital d'entreprises indiennes. En 1992, l'investissement privé a été autorisé dans le secteur de l'énergie électrique. Les premiers projets privés de production d'énergie électrique sont devenus opérationnels en 1994. Les services de télécommunication de base et les autres services à valeur ajoutée ont été ouverts au secteur privé en 1994. En 1995, des licences d'exploitation de services cellulaires ont été octroyées, et les services de télécommunication de base ont été ouverts à la concurrence. La Banque centrale de l'Inde avait précédemment établi un « service unique » d'approbation quasi-automatique des propositions de participations étrangères d'au plus 51 % au capital de 35 industries couvrant le gros de l'activité manufacturière en Inde.

Commerce. Les réformes entreprises en 1991 ont d'abord été appliquées au secteur des biens d'équipement. Le taux de droit le plus élevé a été ramené de 110 % à 85 % en 1993, puis à 65 % en 1994. En 1995, on a autorisé les importations en franchise afin de promouvoir les exportations de biens d'équipement. La même année, l'Inde a commencé à autoriser automatiquement les entreprises exclusivement exportatrices et les installations implantées dans les zones de transformation pour l'exportation.

Banques, marché boursier et infrastructure. Les grandes banques de l'Inde sont nationalisées. Depuis 1992, les banques ont plus de liberté pour prêter de l'argent, et des directives ont été publiées pour l'établissement de banques privées. En 1993, les restrictions appliquées aux banques ont été davantage assouplies, et les transactions hors bourse ont été autorisées. En 1994, la National Highway Act a été modifiée.

3. Les prochaines étapes

Privatisation. Le principal défi encore posé aux décisionnaires touche la privatisation des entreprises d'État et la restructuration de l'énorme appareil

gouvernemental. L'Inde a autorisé la création de droits importants - comme la sécurité d'emploi - au sein des entreprises publiques déficitaires et des bureaucraties gonflées des gouvernements d'État et de l'administration centrale. Les réformes n'ont pas encore attaqué ces droits acquis, qui continuent à grever le budget du gouvernement et qui risquent de compromettre la viabilité des réformes limitées en cours. La Chine a plutôt choisi d'appliquer ses réformes autour des entreprises d'État - en les contournant pour ainsi dire. Mais l'Inde devra lancer des programmes de privatisation si elle veut que ses réformes aillent plus en profondeur.

Réforme des marchés de facteurs. Bien que le marché des terres n'ait essentiellement pas été faussé, d'importantes distorsions sont encore observées sur les marchés du travail et des capitaux. La législation indienne sur le travail dans le secteur organisé remonte au 19^e siècle. La vétusté des lois et la promesse implicite d'un emploi à vie dans l'appareil gouvernemental et dans les entreprises publiques expliquent l'inflexibilité du marché du travail - que l'Inde a urgemment besoin de réformer. Les marchés financiers indiens doivent pour leur part s'accommoder d'un secteur bancaire nationalisé. Il est essentiel de réformer le système bancaire nationalisé pour faciliter la transition de l'économie dirigée à l'économie de marché.

Environnement propice à l'IED. L'expérience chinoise suggère que l'établissement d'un environnement propice à l'investissement étranger direct et à l'exportation est essentiel si l'Inde veut pouvoir soutenir la concurrence sur les marchés du monde. L'Inde se doit d'améliorer l'accès à ses infrastructures, par exemple dans les domaines de l'électricité, de l'eau, du transport, du logement et des communications. L'Inde pourrait montrer qu'elle s'ouvre au monde des affaires en invitant de façon transparente les sociétés étrangères et nationales à soumissionner des projets d'infrastructure.

4. Les avantages relatifs de l'Inde au plan de la poursuite des réformes

Réformes dans l'ensemble de l'économie. L'Inde s'y est prise bien plus tard que la Chine et d'autres marchés naissants pour enclencher le processus de réforme. L'ouverture de son marché suppose des réformes qui s'appliquent à tous les secteurs et à toutes les régions du pays. La Chine, par contre, a ouvert graduellement son marché, en créant d'abord des zones économiques spéciales

dans la partie méridionale de son territoire; elle a ensuite ouvert ses villes côtières, puis a graduellement étendu la réforme aux régions intérieures. En Inde, les réformes touchent toutes les régions du pays, même si leur portée varie selon les États.

Marchés financier et boursier. La Banque centrale de l'Inde et la Bourse de Bombay ont été établies au tournant du siècle. L'Inde a déjà 23 bourses. Il lui faut maintenant réformer son secteur financier pour en faire un instrument d'intermédiation financière parfaitement efficient. Mais le marché boursier indien est bien mieux capitalisé que sa contrepartie chinoise, par exemple. Le secteur financier de l'Inde est déjà bien engagé sur la voie de l'économie de marché.

Droits de propriété privée. Le marché foncier indien n'a pratiquement pas été faussé. La Chine a de même toujours maintenu de solides droits de propriété et un système flexible de constitution d'hypothèques et de cession à bail. Mais le régime communiste chinois a socialisé la propriété privée, y compris les terrains privés et le travail individuel. Même aujourd'hui, aucun terrain ne peut être vendu car il appartient à l'État chinois; il peut être cédé à bail, et les baux peuvent être transférés ou vendus. Cette restriction au droit de propriété en Chine limite l'efficacité du marché des capitaux et, par conséquent, des réformes. L'Inde ne pose aucune limite du genre à la propriété privée, ce qui élargit potentiellement le champ d'application des réformes.

Primauté du droit fondée sur la common law. L'Inde a un système juridique bien développé et viable, mais parfois notoire pour sa lenteur. Ses doctrines juridiques sont fondées sur la common law—un élément qui caractérise aussi les régimes juridiques de l'Amérique du Nord et du Royaume-Uni. Le droit jurisprudentiel utilisé en Inde est fondé sur des décennies de précédents. La Chine, pour sa part, tente péniblement de se donner son propre système juridique. La non-ambiguïté des droits de propriété et la primauté du droit donnent aux investisseurs étrangers un moyen important de profiter du rendement et de la propriété de leurs investissements en Inde.

Démocratie viable, mais à fonctionnement pénible et lent. L'Inde est la plus grande démocratie du monde; sa situation est donc différente de celle de la Chine, qui reste une dictature. En Chine, les réformes peuvent être introduites

sur décision consensuelle des dirigeants, et appliquées par le diktat de l'État. La mise en application des réformes en Inde prend plus de temps; mais une fois mises en place, ces réformes ne sont pas aussi facilement répudiables que sous le régime de la dictature.

Si elle peut éventuellement réformer son régime étatiste dans le sens de l'économie de marché, l'Inde deviendra une démocratie capitaliste fort semblable aux économies occidentales. Par contraste, la Chine devra, pour se réformer pleinement dans le sens de l'économie de marché, abandonner son idéologie du socialisme d'État; même dans ce cas, elle restera une dictature axée sur la logique du marché si elle ne réforme pas sa structure politique.

Si les réformes ont globalement un avenir plus prometteur en Chine, le cadre institutionnel de l'Inde les rend encore plus prometteuses.

5. L'économie politique des futures réformes

L'Inde maintient depuis fort longtemps une société multi-ethnique. Elle a, depuis deux millénaires, une forme décentralisée de contrôle social enchâssé dans son système de castes, et ses collectivités villageoises sont relativement fragmentées au niveau régional. Dans les deux mille dernières années, l'Inde a maintes fois connu l'instabilité et le changement politiques.

Architecture évolutive. La structure politique de l'Inde est, depuis 1947, largement fondée sur les trois piliers que sont la laïcité, la démocratie et le socialisme. L'Inde des années 90 vit une restructuration et une transformation profondes de son économie, délaissant son fondement socialiste pourrissant en faveur de la théorie économique du marché libre. Par le passé, la laïcité a toujours dû s'opposer aux forces religieuses; plus récemment, elle est entrée en conflit avec le système des castes et avec l'intégrisme hindou. Mais M^{me} Indira Gandhi a appris à ses dépens, au milieu des années 70, que l'Inde moderne accepte mal que l'on compromette la démocratie.

C'est en 1991 que le gouvernement fédéral de New Delhi a enclenché le processus de réforme. Comme dans toute société qui se donne un système axé sur l'information, la mondialisation et la réforme ont commencé à affaiblir le pouvoir du gouvernement fédéral de l'Inde. Les gouvernements centraux du

Congrès ont traditionnellement exercé une influence considérable sur les gouvernements d'État dirigés par le Congrès.

Depuis 1991, un certain nombre d'États industrialisés et à revenu par habitant élevé—comme le Maharastra, le Gujarat, le Karanataka et le populaire Uttar Pradesh—ont élu des gouvernements non associés au Congrès. Pour pouvoir y maintenir les entreprises d'État, les réglementations et les droits socialistes, il faudrait que ces États restent tributaires des subsides octroyés par le gouvernement fédéral. Certains États n'ont pas encore compris l'élargissement de l'assiette fiscale que permettent la libéralisation et la déréglementation. Les dirigeants des États ont tout intérêt à prendre l'initiative et à utiliser les réformes pour accroître leur influence. Un certain nombre de premiers ministres font déjà des ouvertures amicales pour attirer l'investissement étranger dans leur province.

Tant au niveau fédéral qu'à celui des États, la prochaine phase des réformes fera généralement ressortir le conflit qui oppose les partisans de la libéralisation et ceux qui veulent maintenir les réglementations, les entreprises d'État et les droits du régime socialiste. Toutefois, les hauts fonctionnaires progressifs de l'Inde appuient solidement la poursuite des réformes.

Structure du pouvoir. L'Inde doit tenir une élection en mai 1996 pour élire un nouveau parlement fédéral. La plupart des experts anticipent un parlement dans l'impasse, ce qui forcera les trois grands partis—le Congrès, le Bharatiya Janata Party (BJP) et le Nation Front-Left Front (NF-LF)—à engager des tractations visant la formation d'un gouvernement de coalition avec des partis plus petits.

Réformes à court et à moyen termes. À court terme, la progression et la consolidation des réformes économiques dépendront du parti qui formera la base du prochain gouvernement indien. Examinons trois scénarios.

- Le parti du Congrès a toujours attiré les classes intermédiaire et inférieure, les musulmans (qui composent environ 12 % de la population) et d'autres groupes minoritaires. Son emprise sur les électeurs musulmans et sur la classe inférieure s'est sensiblement relâchée depuis le début des années 90. Pour se gagner le vote de la classe inférieure, le Congrès fera

probablement progresser la privatisation des entreprises d'État. Il maintiendra les subventions qui sont censées favoriser les pauvres.

Pour se garder le vote de la classe intermédiaire, **le parti du Congrès va presque certainement continuer à promouvoir la réforme économique et la libéralisation comme moyen d'attirer l'investissement étranger.**

- Le BJP attire la classe supérieure et les membres de la classe intermédiaire qui appartiennent aux hautes castes. Il s'est aussi gagné l'appui de certains éléments des milieux d'affaires indiens qui risquent de perdre les rentes de monopole que leur procurait le régime des « licences Raj ». Le BJP jouit également du solide appui des intégristes et des nationalistes hindous. Le Parti croit que l'affaire Enron lui a permis de démontrer qu'il peut tenir tête à une superpuissance et défendre les intérêts de l'Inde.³

Le BJP s'oppose aux « licences Raj » et recherche plus l'investissement étranger dans les industries des biens d'équipement et des services que dans celle des biens de consommation. Il ne s'oppose généralement pas à la libéralisation de l'économie indienne.

- Le National Front-Left Front (NF-LF) est un regroupement de partis régionaux, qui contrôlent également un certain nombre de gouvernements d'État. Par exemple, le Parti communiste (M) dirige la province du Bengale-Occidental; le Janata Dal gouverne le Karnataka (la province où est située Bangalore, la ville du silicium et de l'informatique); le Telugu Desam Party dirige l'Andhra Pradesh; et l'AIADMK dirige le Tamil Nadu. Le NF-LF va traditionnellement chercher son appui chez des minorités comme les basses castes, les musulmans et les intouchables (Dalits). Comme le parti du Congrès, le NF-LF se fait le champion de la laïcité et attaque le communalisme.

³Un gouvernement du Congrès dans la province industrielle de Maharashtra avait approuvé une entente de 2,8 milliards \$ US avec la firme américaine Enron Corporation pour la réalisation d'un projet de production d'énergie électrique à Dabhol. L'entente a été annulée en juillet 1995 par le nouveau gouvernement BJP-Shiv Sena sous le prétexte que le coût total du projet et de l'investissement initial par MW était trop élevé. Toutefois, devant les procédures juridiques intentées par Enron Corp., le gouvernement intégriste hindou de Maharashtra a décidé de renégocier l'entente, après s'être fait du capital politique aux dépens du parti du Congrès.

Le NF-LF n'a pas de vues cohérentes et articulées sur la libéralisation, hormis son désir de donner plus d'autonomie au secteur public. **Dans la pratique, la plupart des dirigeants provinciaux du NF-LF—comme le premier ministre communiste du Bengale, M. Basu, et le premier ministre du Bihar, M. Laloo Yadav—sont fort désireux d'attirer l'investissement étranger direct dans leurs provinces.** Le Karnataka récolte déjà les fruits des réformes économiques. Le communiste Basu promet même aux investisseurs étrangers qu'ils seront protégés des conflits de travail dans sa province.

Somme toute, à court et moyen termes :

- Un gouvernement du Congrès majoritaire ou un gouvernement de coalition formé autour du parti du Congrès poursuivrait les réformes économiques et la libéralisation. Un gouvernement du Congrès pourrait même engager le processus de privatisation.
- Un gouvernement de coalition centré sur le BJP ne renverserait probablement pas l'orientation de la réforme économique; mais il pourrait ralentir le processus de réforme, et peut-être réduire les possibilités d'IED, pour plaire aux nationalistes. Les réformes se poursuivraient, et une privatisation limitée serait aussi possible.
- Un gouvernement de coalition du NF-LF, hypothèse hautement improbable à ce moment-ci, pourrait lui aussi poursuivre le processus de réforme et de libéralisation. Le processus de privatisation pourrait ne pas être engagé sous un gouvernement NF-LF.

Perspectives à long terme. Sur le long terme, on peut prévoir que le processus de réforme et de libéralisation en Inde sera approfondi et élargi.

Dans l'ensemble, les intérêts économiques en Inde favorisent largement un nouvel approfondissement des réformes. La classe intermédiaire appuie les réformes parce que la réforme des marchés des produits de base a éliminé les droits de douane et les licences restrictives appliqués aux biens de consommation. Outre son accès à des biens de consommation de toute première qualité, la classe intermédiaire profite des possibilités d'emploi élargies créées

par les investissements nationaux et étrangers actuellement réalisés dans des industries à base de technologie comme les télécommunications de base et cellulaires, le tourisme, l'automobile, l'électronique, les logiciels d'ordinateur et la programmation.

La classe inférieure et les groupes minoritaires de l'Inde ne comprennent pas encore pleinement les avantages économiques et politiques potentiels des réformes. Les nouveaux investissements nationaux et étrangers qui sont réalisés dans des projets d'infrastructure et de fabrication créeront directement, et dans l'ensemble du territoire indien, des emplois pour la classe inférieure et les minorités. Cette nouvelle réalité fera comprendre aux dirigeants régionaux de l'Inde que les États peuvent créer plus de richesse en attirant l'investissement étranger direct qu'en dépendant des subsides fédéraux aux entreprises d'État. C'est une réalité qui a été comprise ailleurs. L'objectif de l'autonomie régionale peut être mieux servi par le progrès économique que par la politique de castes fondée sur le maquignonage—un jeu politique souvent dominé par les politiciens des hautes castes et de la classe supérieure.⁴ Au niveau des régions, il n'y a pas encore eu de véritable débat sur les avantages de la libéralisation. Mais la tendance est généralement à la poursuite des réformes.

En résumé, que l'on parle du court ou du long terme, on peut prévoir la poursuite du processus de réforme, dont le rythme pourra s'intensifier ou se ralentir selon la situation politique du moment. Mais les réformes seront progressivement approfondies et élargies.

6. Dernières observations

Les réformes introduites en Inde seront-elles durables? La réponse dépend des attitudes socio-économiques et politiques à l'égard du régime de marché. Nous avons mentionné la tension qui existe entre les intérêts économiques et les forces politiques sur la façon dont l'Inde se réforme et s'adapte à la mondialisation.

⁴L'affaire Enron illustre comment certaines castes supérieures se sont opposées au projet Dabhol parce qu'il offrait d'importantes possibilités économiques aux castes inférieures de la région (le principal bassin de main-d'oeuvre d'Enron). Les intégristes et les nationalistes hindous ont jugé que les avantages générés par le projet mineraient leur pouvoir politique. Voir *International Economic Review*, Novembre 1995, p. 22.

L'Inde vient tout juste de s'engager dans une transformation économique d'importance historique. Elle n'est pas encore une véritable économie de marché. L'Inde a finalement bougé, stimulée par la croissance économique spectaculaire de la Chine et d'autres pays asiatiques, et aussi par sa classe intermédiaire. L'Inde comprend bien que les réformes sont dans son propre intérêt économique; de plus, sa classe intermédiaire et ses milieux d'affaires sont attachés au processus de réforme.

On peut prévoir que les dirigeants régionaux, la classe inférieure et les minorités en viendront éventuellement eux aussi à appuyer solidement les réformes. Toutefois, à court terme, la réforme du lent processus démocratique indien ne se fera probablement pas sans bavures. Certains gouvernements provinciaux jugeront peut-être même commode d'attaquer ou de miner certains éléments du programme de réforme. Des développements de cette nature retarderont le mouvement de réforme, mais sans le faire dérailler, l'arrêter ou le renverser. On peut globalement prévoir que les réformes seront largement appuyées par les gens d'affaires, les hauts fonctionnaires, les dirigeants politiques fédéraux et provinciaux et la classe intermédiaire, et, de plus en plus, par la classe inférieure et les autres groupes minoritaires.

À moyen et long termes, l'Inde peut être vue comme une puissance économique potentielle. Son processus de réforme vient tout juste d'être enclenché. Pourtant, l'accent précédemment mis sur les biens de consommation est déjà réorienté vers les énormes besoins du pays en termes d'infrastructures. La poursuite des réformes en Inde ouvrira de nouveaux débouchés lucratifs dans des secteurs dans lesquels les sociétés canadiennes ont un avantage relatif.

Annexe : L'économie indienne

En 1995, environ 200 millions de personnes composaient la classe intermédiaire du pays sur une population totale de 920 millions d'habitants. L'Inde consacre environ 1,3 % de son PIB aux soins de santé, comparativement à 2,1 % pour la Chine.

PIB. Le PIB nominal de l'Inde est estimé à quelque 465 milliards \$ CAN en 1995. En 1994, il était de 406 milliards \$ CAN.⁵ Le taux de croissance du PIB réel en 1991—l'année où les réformes ont été introduites—a chuté à 0,9 %; il était de 5,4 % l'année précédente. Le PIB réel s'est accru de 4,3 % par année en 1992 et 1993; en 1994, toutefois, l'économie indienne a retrouvé un taux de croissance de 5,4 %.⁶ L'Inde a vu son PIB réel s'accroître de 6 % en 1995.⁷

Déficit budgétaire. Le déficit budgétaire du gouvernement fédéral comme part du PIB national est passé de 6,7 % en 1994 à 7,5 % dans l'année pré-électorale 1995 — soit deux points de pourcentage de plus que l'objectif officiel. Le déficit de l'Inde est extrêmement préoccupant, et le gouvernement doit absolument le réduire.

Inflation. Les prix de gros se sont accrus de 10,5 % en 1994 contre 8,4 % en 1993; le taux d'inflation est estimé à quelque 10 % pour 1995. La monétisation du déficit budgétaire fédéral est souvent une source d'inflation. Pour 1996, l'EIU prédit que l'inflation atteindra 11%⁸, ce qui est un taux alarmant.

⁵Source : DRI/McGraw-Hill, *World Markets Country Summaries*, divers numéros, dont celui du quatrième trimestre de 1995.

⁶ Par comparaison, le PIB du Canada en 1994 était de 750 milliards \$ CAN, et le taux de croissance du PIB réel était de 4,6 %. Par ailleurs, la Chine avait un PIB de 696 milliards \$ CAN en 1994, et son PIB réel s'est accru de 11,8 % pendant la même année.

⁷ Source : The Economist Intelligence Unit (EIU), *Country Report, India and Nepal*, divers numéros, dont celui du quatrième trimestre de 1995.

⁸ Par comparaison, les prix de gros en Chine se sont accrus de 14,2 % en 1994, leur accroissement est estimé à 17,7 % pour 1995 et devrait représenter quelque 15 % en 1996. Source : DRI, *op.cit.*

Taux de change. La roupie est convertible sur le compte courant depuis août 1994. En septembre 1995, son taux de change par rapport au dollar US était de 35 Rs pour 1 \$ US; en octobre, ce taux était de 36 Rs pour 1 \$ US. Le ministre des Finances de l'Inde a évité d'intervenir sur le marché pour soutenir la roupie. Le fort taux d'inflation en Inde va probablement réduire la valeur de la roupie à environ 40 Rs pour 1 \$ US d'ici le début de 1997.

Commerce. La part indienne des exportations mondiales a décliné, passant de plus de 2 % au début des années 50 à environ 0,5 % dans les années 80.⁹ La part du commerce dans le PIB de l'Inde a fluctué : jusqu'au début des années 60, elle représentait en moyenne plus de 12 %; mais elle a régressé à moins de 10 % au début des années 70 et a été graduellement ramenée à environ 16 % en 1979-1980.¹⁰ En 1994, elle s'était élevée à environ 23 %.¹¹ Comme dans le cas de la Chine, les nouvelles réformes qui seront apportées en Inde vont fort probablement accroître la part du commerce dans le PIB de l'Inde, qui pourrait osciller entre 30 % et 35 % au tournant du siècle.

Importations. Les importations totales de l'Inde dans les quatre premiers mois de l'année financière 1995-1996 (soit d'avril à juillet 1995) ont totalisé 15,4 milliards \$ CAN, soit 39 % de plus que l'année précédente; les importations s'étaient accrues de 21,7 % en 1994-1995. Ce sont les importations de machines, de produits chimiques et d'essence qui ont connu la plus forte augmentation.¹²

Exportations. Entre avril et juillet 1995, l'Inde a exporté pour 13,3 milliards \$ CAN, soit 29 % de plus que pendant la même période en 1994-1995. La croissance annuelle a été de 18 % en 1994-1995. Il y a eu une croissance exceptionnelle des exportations de vêtements et de produits électromécaniques (une catégorie qui englobe le matériel électronique et informatique).

⁹ T.N. Srinivasan, *et al.*, *Agriculture and Trade in China and India: Policies and Performance Since 1950*, ICEG, San Francisco: ICS Press, 1993, p. 12.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Source : DRI, *op.cit.*

¹² The EIU, *op. cit.*

Financement. Moody's a relevé la cote de solvabilité de l'Inde en décembre 1994. Les sociétés privées et les entreprises d'État peuvent maintenant emprunter à plus long terme sur les marchés financiers internationaux. Sans garantie bancaire ou gouvernementale, les sociétés privées ont payé environ 1 % de plus que le Libor, alors que les entreprises d'État payaient aussi peu que 0,75 % de plus que le Libor.

Environ 6 000 sociétés sont cotées aux 23 bourses de l'Inde. De nouvelles réformes sont requises pour améliorer la transparence, rétablir la confiance dans le marché primaire et offrir une intermédiation financière efficace. On pourrait, par exemple, améliorer les règles de divulgation ainsi que les installations de traitement transactionnel en direct.

Outre les banques du secteur public nationalisé, les banques privées, y compris les nouvelles banques étrangères, ont accru leurs dépôts en Inde. En 1991, les banques d'État détenaient encore plus de 90 % de tous les actifs bancaires au pays. Toutefois, alors que la croissance moyenne des prêts en 1994-1995 pour 31 banques indiennes se situait juste en deçà de 40 %, les grandes banques nationalisées enregistraient une médiocre croissance d'environ 18 %. Les nouvelles banques privées commencent à offrir des services complets au consommateur, y compris la gestion de portefeuille et l'accès direct aux comptes maintenus en Inde depuis environ 35 pays.¹³

Investissement étranger de portefeuille. La diaspora indienne est largement composée de professionnels¹⁴; ses quelque 15 millions de membres détiennent collectivement environ 55 milliards \$ CAN en actifs financiers. Après l'introduction des réformes, les investissements étrangers de portefeuille en Inde ont connu un essor, et le pays a pu se constituer d'importantes réserves de devises; les quelque 33 milliards \$ CAN qui sont actuellement stockés dans les voûtes permettraient de couvrir environ six mois d'importations. Mais cette source s'est tarie en 1995. L'Inde doit faire beaucoup plus pour attirer l'investissement étranger.

¹³ Source : Une étude de Jardine Fleming India Broking Private Ltd, septembre 1995, citée dans **India Today**, décembre 1995, p. 113.

¹⁴ La diaspora chinoise, par contraste, était composée d'entrepreneurs, dont nombre avaient migré, surtout de Shanghai et de Canton vers Hong Kong et Taïwan.

Investissement étranger direct. Le gouvernement indien, reconnaissant que le commerce et l'investissement sont reliés, a assoupli les restrictions imposées aux sociétés indiennes voulant investir à l'étranger. Mais certains contrôles sur les capitaux ont été maintenus. Les investissements indiens directs au Canada sont passés de 8 millions \$ CAN en 1991 à 11 millions \$ CAN en 1992, et avaient été ramenés à 7 millions \$ CAN en 1994.

Le gouvernement indien autorise automatiquement l'investissement étranger en Inde, à concurrence d'un niveau de participation de 51 % dans une entreprise. Le ministre de l'Industrie a récemment proposé que le plafond de participation au capital soit haussé à 74 %. Les investissements canadiens directs en Inde sont passés de 84 millions \$ CAN en 1991 à 98 millions \$ CAN en 1992, et avaient atteint 126 millions \$ CAN en 1994.

En 1991, l'Inde a attiré 202 millions \$ CAN en investissements étrangers directs. En 1992, les IED en Inde ont atteint les 596 millions \$ CAN. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'Inde a attiré en 1993 l'énorme somme de 5,64 milliards \$ CAN en investissements directs.¹⁵ En d'autres termes, les IED en Inde se sont accrus de près de 28 fois dans les deux années qui ont suivi les réformes. Mais ce chiffre est encore inférieur aux apports d'IED en Chine dans les dernières années.

Épargne, investissement et productivité. L'épargne intérieure brute en 1993 représentait 24 % du PIB de l'Inde; en 1991, le taux d'épargne était de 23,5 %. La part de l'investissement intérieur brut dans le PIB de l'Inde était de 24,7 % en 1993, contre 22,4 % en 1991.¹⁶ La productivité totale des facteurs dans l'industrie de la fabrication a progressé de 3,4 % dans la première moitié des années 80 comparativement à un déclin de 0,3 % par année dans les 15 années précédentes.¹⁷

¹⁵ Source : La Banque mondiale, *World Tables*, 1995.

¹⁶ Source : La Banque mondiale, *op. cit.*

¹⁷ Isher J. Ahluwalia, *Productivity and Growth in Indian Manufacturing*, New Delhi: Oxford University Press, 1991.



Marchés de facteurs. L'Inde a toujours exercé une discrimination contre l'agriculture en la taxant directement ou indirectement. Le marché des terres n'a pratiquement pas été faussé dans ce pays. Les principales distorsions causées aux marchés de facteurs sont observées sur le marché du travail dans le secteur « organisé », et sur le marché des capitaux sous l'effet du secteur bancaire nationalisé.

L'Inde a la deuxième plus importante population active au monde. Elle se classe aussi au deuxième rang mondial pour sa population. Les salaires n'y représentent qu'une fraction de ce qu'ils sont dans les pays développés. L'Inde a le troisième plus grand bassin de compétences scientifiques et techniques au monde. Mais sa productivité est faible, telle que mesurée selon la valeur ajoutée par travailleur du secteur manufacturier : elle n'est que le quart de celle de Singapour et que le dixième de celle du Japon. Les lois indiennes sur le travail sont telles que les syndicats peuvent bloquer le perfectionnement de la main-d'oeuvre et interdire aux firmes de réduire leurs opérations. L'Inde doit commencer à réformer ses lois vétustes sur le travail afin d'obtenir un marché du travail flexible.

Entreprises d'État. La part des entreprises d'État dans le PIB de l'Inde était d'environ 13 % en 1991. Le gouvernement fédéral indien a versé plus de cinq fois plus d'argent en subsides à ces entreprises en 1991 qu'il n'en a dépensé pour l'éducation ou pour la santé. Une étude de la Banque mondiale a révélé que la plus large part des subsides aux entreprises d'État est empochée par les riches et par la classe intermédiaire.¹⁸ L'Inde s'efforce d'appliquer les réformes en contournant les entreprises d'État, et elle maintient ses exigences de licences dans 15 industries. Pour que les réformes puissent progresser davantage, le gouvernement indien devra réduire à moins de 50 % sa participation dans les entreprises d'État. Jusqu'à maintenant, il a montré peu d'empressement politique à prendre une telle mesure.

¹⁸ La Banque mondiale, *Bureaucrats in Business*, 1995.

